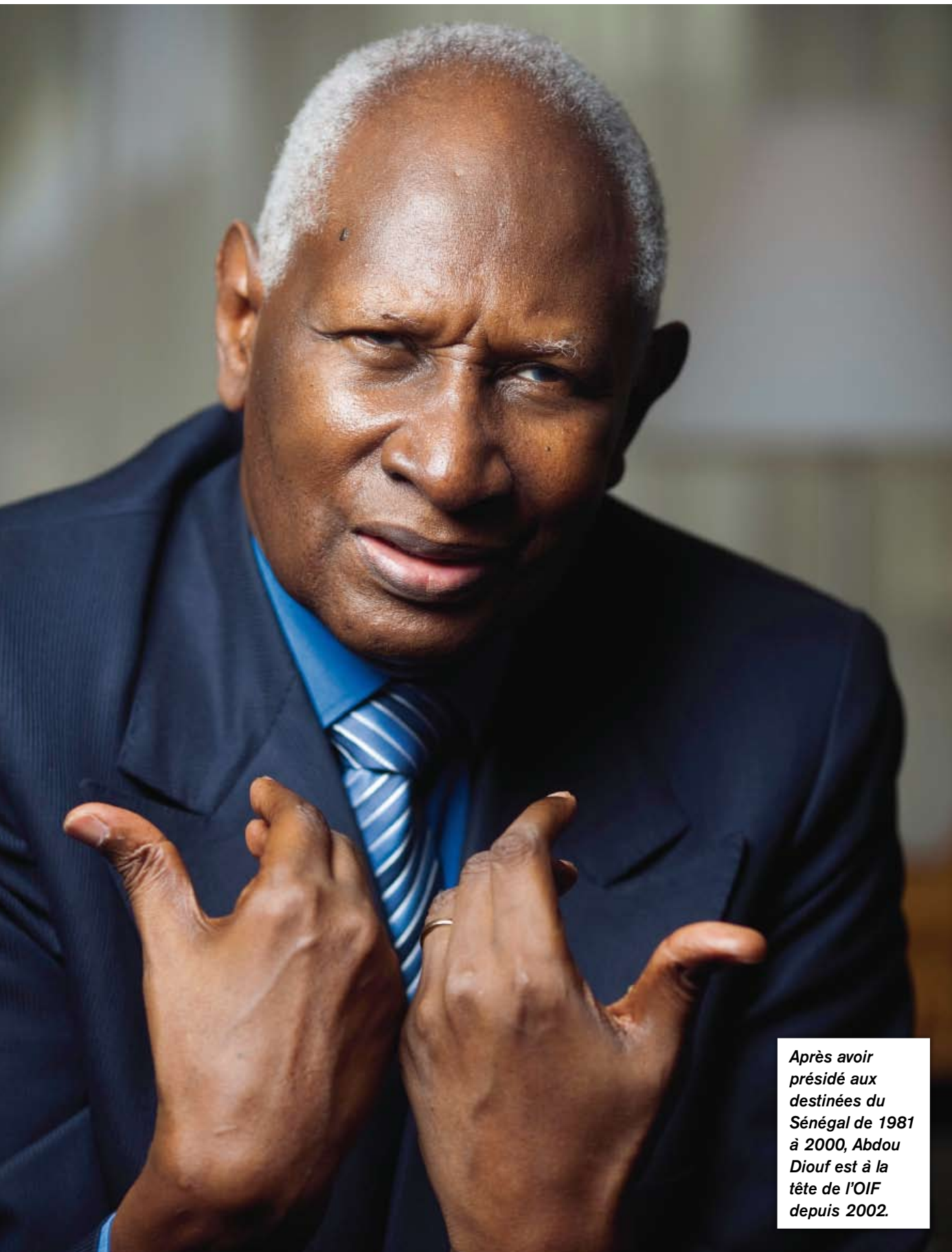


ABDOU
DIOUF

*Mon combat
pour la
Francophonie*

Le XIII^e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie se tient du 22 au 24 octobre à Montreux. À cette occasion, le secrétaire général de l'OIF explique le sens de son action, livre sa vision des grands problèmes du monde et revient sur les grands moments de son itinéraire personnel. **Propos recueillis par DOMINIQUE MATAILLET**



*Après avoir
présidé aux
destinées du
Sénégal de 1981
à 2000, Abdou
Diouf est à la
tête de l'OIF
depuis 2002.*

BRUNO LÉVY

Nombreux sont ceux qui ont éprouvé le même choc en découvrant l'ancien président sénégalais Abdou Diouf et son physique impressionnant : 1,98 mètre sous la toise, des mains interminables, un visage d'une étonnante juvénilité qu'éclaire un regard d'une infinie douceur.

Sous des airs de grande timidité, cet homme de 75 ans dissimule toutefois une volonté et une détermination à toute épreuve ainsi qu'un redoutable sens de la manœuvre.

Des traits de caractère dont il a eu bien besoin pour exercer des fonctions au plus haut niveau depuis maintenant cinquante ans. À peine diplômé de la prestigieuse École nationale de la France d'outre-mer, l'ancienne École coloniale, qui a formé des générations d'administrateurs, le jeune Sénégalais, de retour dans son pays à l'indépendance, en 1960, est propulsé à un poste important, la direction de la Coopération technique internationale.

Très vite, il va devenir l'un des principaux collaborateurs de Léopold Sédar Senghor : directeur de cabinet du président en 1963, puis secrétaire général de la présidence de la République, ministre du Plan, et Premier ministre en 1970. Dix ans



« Contrairement à une idée répandue, la langue française a de plus en plus de locuteurs. »

plus tard, Senghor ayant choisi d'abandonner le pouvoir pour se consacrer à la littérature, Abdou Diouf accède, en janvier 1981, à la magistrature suprême. Trois fois élu ou réélu, il s'y maintiendra vingt ans, jusqu'à ce jour maudit (pour lui) de mars 2000 où il est battu par son opposant de toujours, Abdoulaye Wade.

Paradoxalement, il acquiert une nouvelle stature avec cette défaite, dont il prend acte sans barguigner, fait rare pour l'Afrique à l'époque. Et lorsque le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se libère en 2002, c'est presque naturellement qu'il lui échoit. Sous son impulsion, l'OIF a franchi des étapes décisives. Elle a prouvé qu'une langue est beaucoup plus qu'un outil de communication, qu'elle peut être porteuse de valeurs de civilisation : justice, démocratie, droits de l'homme, sans oublier la diversité

BRUNO LÉVY

culturelle et le développement durable. Abdou Diouf a démontré également qu'à l'heure de la mondialisation les antagonismes Nord-Sud n'ont plus de raison d'être. Pour toutes ces raisons, la Francophonie préfigure ce que pourrait être le monde de demain : pacifique, solidaire, responsable.

Parce qu'il estime que son combat n'est pas terminé, l'ancien président sénégalais est candidat à un troisième mandat à la tête de cette organisation dont, il y a quarante ans, dans l'ombre du président Senghor, il avait contribué à jeter les bases.



La revue : Quels grands thèmes seront à l'ordre du jour du sommet de la Francophonie à Montreux, en octobre 2010 ?

> Abdou Diouf : La Suisse a proposé comme thème « Défis et visions d'avenir pour la Francophonie ». Nous parlerons de la gouvernance mondiale, de la solidarité francophone, qu'il s'agisse des crises alimentaires ou des problèmes climatiques, sans oublier la langue française. Curieusement, c'est la première fois que cette question est à l'ordre du jour d'un sommet francophone. Je pense que cela va devenir une constante,

car le partage de la langue française reste le ciment de notre organisation et de l'aventure francophone. La langue française rencontre des difficultés, mais elle avance aussi. Contrairement

à une idée répandue, elle a de plus en plus de locuteurs. Ce qui fausse le jugement, c'est la pratique des organisations internationales, qui ont tendance à privilégier l'anglais quand bien même les deux langues de travail sont l'anglais et le français.

Justement, on peut s'étonner que l'OIF ait, au fil des ans, multiplié ses domaines d'intervention au détriment de ce qui fonde son existence, la langue française.

> Cela aussi est une illusion d'optique. Elle est due à la préférence des médias pour les sujets politiques. Quand vous regardez le budget de la Francophonie, vous voyez que les actions dites hautement politiques – paix, démocratie, droits de l'homme – ne représentent qu'un quart de nos interventions. Dans son action quotidienne, l'OIF se préoccupe davantage de la langue, de la culture, de l'éducation, de la solidarité, du développement durable, du numé-

rique, de la jeunesse, de la condition féminine, du développement local. Mais ces questions font moins vendre que les sujets politiques.

Mais l'OIF affiche pour ambition d'accroître son poids politique. Que cela signifie-t-il ?

> Ce n'est pas moi qui ai dit cela, mais il est vrai que nous sommes très sollicités dans ce domaine. Parce que nous sommes aussi une organisation d'États et de gouvernements. Nous représentons un tiers des États membres des Nations unies. Nous avons une capacité de mobilisation, de plaider, de sensibilisation.

Quand des chefs d'État et de gouvernement se réunissent en sommet, comment ne se préoccuperaient-ils

pas des grands enjeux mondiaux, des problèmes climatiques, de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, des crises dans l'espace francophone ? Pour que le développement puisse prospérer, il faut un climat politique apaisé, une sécurité juridique et judiciaire, un environnement propice.

Autre exemple, la convention de l'Unesco sur la promotion de la diversité des expressions culturelles. C'est l'OIF qui a pris la tête du combat. Pour faire aboutir ce texte sur un sujet éminemment culturel, il a fallu une mobilisation politique.

Ceux qui disent que l'OIF fait trop de politique et pas assez de culturel, de linguistique et d'éducationnel ne savent pas de quoi ils parlent. Il y a certains goulots d'étranglement que l'on ne peut faire sauter qu'avec une forte volonté politique, et cette volonté politique, il revient au secrétaire général de l'OIF de l'insuffler aux chefs d'État à l'occasion des sommets.

Par beaucoup d'aspects, l'OIF semble se rapprocher du Commonwealth.

> Senghor a longtemps été incompris, même ici en France, lorsqu'il disait : « Nous voulons un Commonwealth à la française. » Il ne parlait pas de « Commonwealth français ». Dans Commonwealth, c'est *wealth*, « richesse », qui est important. Le Commonwealth, c'est d'abord l'économie. Notre cœur de métier, à la Francophonie, c'est la langue et la culture.



Il y a une autre différence. Le Commonwealth est un vestige du colonialisme. À quelques exceptions près, tous les membres sont d'anciennes colonies britanniques. La Francophonie n'a pas la même histoire. Ce sont des hommes du Sud, Senghor, Bourguiba, Hamani Diori, Norodom Sihanouk, qui se sont battus pour sa création. Nous avons une autre particularité. Nous parlons de sommets des chefs d'État et de gouvernement. Nous sommes la seule organisation de ce type associant des en-

« Ceux qui disent que l'OIF fait trop de politique ne savent pas de quoi ils parlent. »

tités non souveraines. Nous avons comme membre le Canada fédéral, mais aussi le Québec et le Nouveau-Brunswick, qui sont des provinces. Nous avons la Belgique fédérale, mais aussi la Communauté française de Belgique.

Justement, la Francophonie s'est élargie ces dernières années à un certain nombre de pays, d'Europe centrale et orientale en particulier, où le français n'est guère utilisé.

> Je vous ferai remarquer que ce n'est pas nouveau. Au Viêt Nam non plus, le français n'est guère parlé... Laissez-moi vous rapporter une expérience personnelle. Un jour, à Sainte-Lucie, État des Antilles qui fut une colonie française avant de devenir britannique au début du XIX^e siècle,

ABDOU DIOUF EN QUELQUES DATES

- 1935** Naissance, le 7 septembre, à Louga, dans le nord-ouest du Sénégal
- 1960** Diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer (Enfom), il est nommé directeur de la Coopération technique internationale
- 1963** Directeur de cabinet du président Léopold Sédar Senghor, puis secrétaire général de la présidence en 1964
- 1968** Ministre du Plan et de l'Industrie
- 1970** Premier ministre
- 1981** Succède à Senghor à la tête du pays le 1^{er} janvier
- 1983** Élu pour la première fois à la présidence de la République, il sera réélu en 1988 et en 1993
- 2000** Battu au second tour de la présidentielle par Abdoulaye Wade, il s'établit en France
- 2002** Élu, en octobre, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie. Il sera reconduit à ce poste en 2006

j'ai dit au Premier ministre : « Vous devriez faire davantage d'efforts pour développer le français. » Il m'a dit : « Vous avez raison. » Par la suite, Sainte-Lucie sera le premier pays à proposer d'avoir un pacte linguistique avec la Francophonie pour le développement du français. Mais le Premier ministre de Sainte-Lucie avait tenu à préciser : « N'oubliez pas, monsieur le président, que nous avons un créole à base lexicale française, toute notre législation est basée sur le Code Napoléon. » Il faut tenir compte de ces aspects. Il y a la langue, mais il y a les valeurs aussi.

Un pays qui manque étrangement, c'est l'Algérie. Que faudrait-il faire pour la convaincre d'être membre de l'OIF ?

> Là aussi, il faut faire un peu de pédagogie. Il faut distinguer entre l'OIF et les opérateurs de la Francophonie. À l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), après la France, le pays le plus représenté en termes d'universités, c'est l'Algérie. Celle-ci est donc bien présente sur le plan de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le vice-recteur de l'AUF est d'ailleurs algérien.

Cela dit, bien sûr, la maison mère de la Francophonie, c'est l'OIF. Nous souhaitons ardemment que l'Algérie la rejoigne. C'est à elle de se décider. Mais



« Nous souhaitons ardemment que l'Algérie nous rejoigne. C'est à elle d'en décider. »

vous avez remarqué qu'elle était présente à nos derniers sommets. Le président Bouteflika était à Beyrouth en 2002, à Ouagadougou en 2004. Il a envoyé son ministre à Bucarest en 2006, il était présent à Québec en 2008. Et il n'est pas seulement là pour les cérémonies protocolaires, il assiste aux séances plénières et aux huis clos. J'espère qu'il en sera de même à Montreux, en octobre.

Un autre pays qui pourrait être membre de la Francophonie, c'est Israël. Le nombre de locuteurs en français est loin d'y être négligeable.

> C'est vrai. L'AUF compte d'ailleurs deux ou trois universités israéliennes. Mais la Francophonie fonctionne sur la base du consensus. Israël n'a pas posé sa candidature, sachant que quelques pays ne souhaitent pas son adhésion.

BRUNO LEVY

Êtes-vous satisfait de la place que le français occupe dans les grandes manifestations sportives ?

> Il faut sérier les problèmes. Comme vous le savez, l'olympisme a deux langues : le français et l'anglais. Et, en cas de litige, c'est le français qui fait foi. Avec la télévision, les intérêts commerciaux de tout ordre, l'obligation d'utiliser le français tombait peu à peu en désuétude. La présence de grands témoins de la Francophonie a remis le français sur le devant de la scène. Après Hervé Bourges à Athènes en 2004 et la Québécoise Lise Bissonnette à Turin en 2006, Jean-Pierre Raffarin et Pascal Couchepin, qui a été deux fois président de la Confédération helvétique, ont été mes témoins, respectivement à Pékin en 2008 et à Vancouver en 2010.

Je ne dis pas que l'on parle français partout, mais, en tout cas, les obligations de faire les annonces en français, de parler en français à la cérémonie d'ouverture, d'émettre les documents en français, de tenir un site Internet en français, ces obligations sont respectées. Les actes essentiels prévus par la charte olympique sont accomplis dans les deux langues.

Cependant, nous ne pouvons pas tout faire. Nos moyens sont insuffisants. Toujours est-il que le fran-

çais est la langue exclusive de certaines disciplines sportives. C'est le cas de l'escrime en particulier.

Pour revenir aux organisations internationales, vous en avez une, au moins, où

le français est la langue officielle, c'est l'Union postale universelle. Il y a des survivances historiques comme cela : il faut en profiter.

Ce qui est inquiétant, c'est le recul du français au sein des institutions de l'Union européenne. Catherine Ashton, le haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères, ne parle pas notre langue...

> Elle a promis de l'apprendre ! D'autant qu'elle est née un 20 mars, Journée internationale de la Francophonie... Elle doit imiter Ban Ki-moon, qui étudie le français quatre heures par semaine. Il a même commencé à prendre des cours dès qu'il a envisagé de se présenter au poste de secrétaire général des Nations unies.

Autre sujet, les droits de l'homme, qui semblent devenir un axe prioritaire pour votre

organisation. Elle a même créé un fonds d'appui aux associations de défense des droits de l'homme.

➤ Notre organisation travaille beaucoup, et c'est l'une de nos spécificités, avec la société civile et les ONG. J'étais en juin à Genève, où se tenait la conférence des ONG francophones. Cette rencontre est un bouillon de culture pour nous.

Nous avons effectivement un fonds qui nous permet d'appuyer les initiatives en matière de droits de l'homme. Cela se fait de façon tout à fait transparente, par appel à candidatures. Les ONG postulent, puis un comité de sélection décide de donner telle somme à telle organisation.



Sur le plan économique, quel rôle l'OIF joue-t-elle ou peut-elle jouer ? Peut-on imaginer un espace économique francophone ?

➤ Il faut comprendre une chose. Dans le monde, vous avez deux types d'organisations internationales. Des organisations d'intégration régionale, comme l'Union européenne, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). L'aspect géographique y est très important. Vous avez des organisations de coopération. L'OIF en fait partie. Donc, parler d'espace économique francophone voudrait dire que nous essaierions d'intégrer les économies de nos États membres. Cela n'a pas de sens. D'autant plus que vous avez dans l'OIF des États au niveau de développement très inégal : des pays membres du G8, des pays parmi les plus pauvres, des pays émergents, des pays en transition.

Votre maître mot, c'est donc la coopération.

➤ Coopération et concertation. Avant le sommet de Copenhague de décembre 2009, nous avons réuni tous les ministres de l'espace francophone chargés de l'Environnement. Les positions n'étaient pas les mêmes, vous le devinez. Mais la réunion a permis de réduire les divergences. C'est ce type de discussion qui permet d'aboutir à des consensus, même à minima, comme cela s'est passé à Copenhague.

Dans le cadre de la Francophonie, les pays riches font-ils assez pour aider les pays pauvres ? Ou n'est-ce pas dans le rôle de l'OIF ? Lorsque j'écris à Nicolas Sarkozy ou au Premier ministre canadien Stephen Harper pour leur dire :

« Écoutez, l'aide que vous apportez au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme devrait augmenter », je suis dans mon rôle. Mais, autour de la table, on ne va pas dire : « Il y a une conférence des donateurs de l'OIF, la France doit donner tant. » Ce n'est pas comme cela que ça se passe. Nous discutons des principes, nous essayons de faire un plaidoyer. Ensuite, cela se décide dans les organisations responsables de l'aide publique au développement.

« Notre organisation travaille beaucoup, et c'est l'une de nos spécificités, avec les ONG. »

Quels sont les nouveaux projets de l'OIF dans les domaines de l'éducation et de la formation ?

➤ Nous avons lancé trois grands projets pilotes au sommet de Bucarest, en 2006. Le projet Volontariat francophone ; le projet Ifadem (Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres) ; le projet Maisons du savoir. Nous avons déjà fait l'évaluation des deux premiers.

Au Bénin et au Burundi, par exemple, le projet Ifadem est une réussite éclatante et on voudrait, là-bas, qu'il soit étendu à l'ensemble du pays. L'OIF n'en a pas les moyens. Il y a deux solutions. Soit nous accrochons les différents bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux en leur disant : « Ce projet, c'est l'avenir, aidez-nous à aller plus loin. » Soit ces bailleurs de fonds décident de reprendre eux-mêmes ce que nous avons expérimenté pour le répandre à travers l'espace francophone mais en préservant le label de qualité que nous avons obtenu.

Je ne dis pas qu'il n'y aura pas de nouvelles initiatives à Montreux, mais il nous faut d'abord consolider ces trois projets pilotes. Sans oublier les centres de lecture et d'action culturelle, qui participent aussi de l'éducation. On a constaté dans les zones où les centres sont implantés que les taux de réussite en termes de scolarisation et d'éducation sont plus élevés qu'ailleurs.

Vous dites, à l'OIF, que la Francophonie doit se construire non pas contre les autres langues, mais avec elles. Dans les pays où le français n'est pas la langue maternelle, que faites-vous pour les langues nationales ?

> Quand j'ai été élu secrétaire général de la Francophonie, ma première grande sortie a été à Libre-ville, en mars 2003, pour assister aux états généraux de l'enseignement du français en Afrique. Il en a été conclu que le français n'a d'avenir en Afrique que s'il s'allie aux langues partenaires, c'est-à-dire aux langues nationales. Des expériences ont prouvé que, lorsqu'on scolarise l'enfant dans sa langue maternelle les deux premières années, son esprit s'ouvre davantage. Au bout du compte, il a de meilleurs résultats que celui qui a commencé sa scolarité en français.

Maintenant, il faut que les États aient la volonté politique d'utiliser nos expériences d'enseignement du français en contexte multilingue. Quand j'ai lancé cette idée, j'ai entendu : « Ah non ! Il ne faut pas sacrifier l'avenir de nos enfants. Si mon fils est formé en wolof ou en bambara, il risque d'être en retard par rapport à celui qui commence

en français. » Le français, c'est toujours l'ascenseur social.

Des pays subsahariens ont-ils fait des avancées dans ce domaine ?

> Des expériences ont été faites au Burkina Faso et au Mali. Elles ont été des réussites. Maintenant, il faut les généraliser.

Il y a le français et les langues nationales. Mais il y a aussi le français et les autres grandes langues de communication internationale. La Francophonie ne se bat pas seulement pour la langue française, mais aussi pour la diversité linguistique, comme elle s'est battue pour la diversité culturelle. Ce que nous voulons, c'est qu'il y ait un certain nombre de langues de communication internationale qui cohabitent.

Je plaide pour la diversité, mais je cultive aussi mon jardin. Prenons le cas de l'Europe. Chaque pays, ou presque, a sa propre langue. La première langue étrangère, il ne faut pas se faire d'illusion, est l'anglais. Mais, pour 70 % des pays de l'UE, la deuxième langue étrangère est le français.

Je plaide pour la diversité, mais je cultive aussi mon jardin. Prenons le cas de l'Europe. Chaque pays, ou presque, a sa propre langue. La première langue étrangère, il ne faut pas se faire d'illusion, est l'anglais. Mais, pour 70 % des pays de l'UE, la deuxième langue étrangère est le français.

Passons à l'actualité. Que pensez-vous de l'action de Barack Obama sur le plan international ? Espérez-vous qu'il ferait davantage, ou autre chose, pour l'Afrique ?

> Cet homme est une chance pour les États-Unis et pour le monde. Je ne dirai pas qu'il est providentiel, mais qu'il vient à son heure. C'est un homme qui a de la vision. Pas seulement pour son pays, mais pour le monde. Il a une ambition nationale très forte, mais aussi une ambition sur le plan universel.

Barack Obama est un homme de sérénité, de pragmatisme. Il ne va pas dans tous les sens. Il sait qu'il faut aller étape par étape. Je suis impressionné par la volonté, la fermeté, la détermination et l'intelligence dont il a fait preuve pour faire passer sa réforme de l'assurance-maladie puis sa loi sur la régulation bancaire. Son discours du Caire est un modèle du genre. Ce n'est pas sa faute si les gens en face n'ont pas répondu comme il le souhaitait, mais il ne renonce pas

MEMBRES DE L'OIF

L'Organisation internationale de la Francophonie compte à ce jour 56 membres (États et gouvernements) et 14 observateurs. En voici la liste, avec les années d'adhésion.

ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie (1999), Andorre (2004), Arménie* (2008), Belgique (1970), Bénin (1970), Bulgarie (1991), Burkina Faso (1970), Burundi (1970), Cambodge (1991), Cameroun (1975), Canada (1970), Canada Nouveau-Brunswick (1977), Canada Québec (1971), Cap-Vert (1996), Chypre* (2006), Communauté française de Belgique (1980), Comores (1977), Congo (1981), Côte d'Ivoire (1970), Djibouti (1977), Dominique (1979), Égypte (1983), ex-République yougoslave de Macédoine (2001), France (1970), Gabon (1970), Ghana* (2006), Grèce (2004), Guinée** (1981), Guinée-Bissau (1979), Guinée équatoriale (1989), Haïti (1970), Laos (1972), Liban (1973), Luxembourg (1970), Madagascar** (1970), Mali (1970), Maroc (1981), Maurice (1970), Mauritanie (1980), Moldavie (1996), Monaco (1970), Niger (1970), République centrafricaine (1973), République

démocratique du Congo (1977), Roumanie (1991), Rwanda (1970), Sainte-Lucie (1981), São Tomé et Príncipe (1999), Sénégal (1970), Seychelles (1976), Suisse (1996), Tchad (1970), Togo (1970), Tunisie (1970), Vanuatu (1979), Viêt Nam (1970)

OBSERVATEURS

Autriche (2004), Croatie (2004), Géorgie (2004), Hongrie (2004), Lettonie (2008), Lituanie (1999), Mozambique (2006), Pologne (1997), République tchèque (1999), Serbie (2006), Slovaquie (2002), Slovénie (1999), Thaïlande (2008), Ukraine (2006)

ONZE PAYS SONT MEMBRES À LA FOIS DE LA FRANCOPHONIE ET DU COMMONWEALTH : Cameroun, Canada, Chypre, Dominique, Ghana, Maurice, Mozambique, Rwanda, Sainte-Lucie, Seychelles et Vanuatu.

* Membres associés
** États suspendus de la Francophonie

à ses idées. S'il n'avait pas eu cet héritage pourri de l'Irak, il aurait pu résoudre le problème de l'Afghanistan. Maintenant, il y a une chose que je lui demande : faire preuve de la plus grande détermination pour résoudre le problème le plus difficile de notre monde actuel, le conflit israélo-palestinien. Il ne doit pas baisser les bras, parce que, si ce problème est résolu, beaucoup de prétextes au fanatisme religieux, au fondamentalisme, au terrorisme, qui pervertissent les valeurs de la religion musulmane, disparaîtront.

Dans ce conflit du Proche-Orient, l'OIF a-t-elle un rôle à jouer ?

> En tant qu'ancien président du Sénégal et pour avoir présidé la Conférence islamique et l'Organisation de l'unité africaine, j'essaie de parler aux uns et aux autres. Mais je ne pense pas que l'OIF en tant que telle puisse peser dans cette affaire. Même les Nations unies ne jouent pratiquement aucun rôle ! Ses résolutions ne servent à rien.

Seuls les États-Unis peuvent régler le problème, appuyés évidemment par l'Europe et d'autres. Ce ne sera pas facile. Obama y laissera des plumes. Mais je rêve d'un de Gaulle qui, dans des circonstances particulièrement difficiles, a réglé le problème algérien, que tout le monde considérait comme impossible à régler. Je rêve d'Obama en de Gaulle.



Comment jugez-vous l'évolution de l'Afrique subsaharienne depuis que vous avez quitté le pouvoir en 2000 ?

> L'Afrique progresse sur le plan de la démocratie, bien que dans certains cas celle-ci soit plus formelle que réelle. Mais encore faut-il qu'elle soit formelle avant d'être réelle. L'Afrique avance sur le plan de la paix, de la démocratie, du respect des droits de l'homme. Elle avance aussi en termes de croissance économique, même si c'est encore insuffisant. Je suis de ceux qui pensent que le XXI^e siècle sera le siècle de l'Afrique.

Ne vous inquiétez-vous pas du regain de coups d'État ces dernières années ?

> Vous avez remarqué que, la plupart du temps, les militaires acceptent de passer le pouvoir aux civils. C'est ce qui s'est passé en Mauritanie. C'est ce qui est en train de se passer en Guinée. C'est ce qui va se passer au Niger.

Où vous avez personnellement joué un rôle important...

> On ne peut pas dire qu'il y a de bons et de mauvais coups d'État. Mais le Niger, c'est vraiment le cas de figure où les militaires ont pris le pouvoir à un moment où le pays était dans une impasse. Immédiatement, ils ont annoncé la couleur : « Nous rendrons le pouvoir aux civils. » Et ils ont couché cette promesse sur le papier : « Voici notre programme, voici notre calendrier. »

Un endroit où la situation n'est pas encore très claire, c'est Madagascar. Le pays est toujours suspendu de l'OIF. Jusqu'à quand ?

> On ne voit aucun progrès ! Nous avons espéré qu'après la décision du président de la transition de ne pas se présenter à l'élection présidentielle on aurait pu trouver l'occasion d'une nouvelle réunion qui puisse permettre de faire une vraie transition. Jusqu'à présent, on ne peut pas dire que la transition ait commencé, puisque personne n'est d'accord sur rien. On a l'impression qu'à Madagascar on fait un

« Seuls les États-Unis peuvent régler le conflit du Proche-Orient. Je rêve d'Obama en de Gaulle. »

pas en avant, deux pas en arrière. C'est très préoccupant. Nous apportons notre appui au médiateur de la SADC, Joaquim Chissano, et au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, mais, de grâce, qu'on trouve des solutions ! J'ai eu un représentant, l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo, qui a fait un excellent travail de médiation. Mais sans la volonté politique des différents protagonistes, les meilleures idées du monde tombent à l'eau.

Sur quoi la crédibilité de l'OIF est-elle fondée ?

> Sur notre expertise, en particulier en matière d'élections. C'est nous qui avons aidé les Guinéens à faire leur chronogramme. Nous venons de faire l'audit du fichier électoral du Niger. Nous apportons l'assistance électorale, qui porte sur le renforcement des capacités des autorités chargées des élections, les commissions électorales nationales indépendantes, les Cours suprêmes, les autorités de régulation des médias.

Choses que l'Union africaine ne fait pas ?

> Je ne sais pas. En tout cas, l'expertise de l'OIF est très demandée. Quand il y a eu les élections en RD Congo, nous avons fourni l'assistance électorale

et, en même temps, nous avons fait une expertise très importante : la Cour suprême pour le contentieux électoral. C'est souvent sur le plan du contentieux que les choses se gâtent. Si les recours sont bien gérés, la situation postélectorale est plus sereine.

Comment l'OIF procède-t-elle ?

> L'OIF est une organisation de réseaux : Cours suprêmes, Cours de cassation, Conseils constitutionnels, Cours des comptes. Nous ne cherchons pas les coups d'éclat. Nous cherchons ce qui est profond, ce qui est durable.

Vous avez du pain sur la planche. Le calendrier électoral de l'Afrique subsaharienne est riche pour les mois à venir : Burkina, Côte d'Ivoire, République centrafricaine... Où l'OIF va-t-elle dépêcher des experts ?

> Il y a des pays bien organisés. Mais nous serons évidemment en Centrafrique. Nous avons accompagné ce pays depuis le début. L'ancien président burundais Pierre Buyoya, qui est mon envoyé spécial, est sur place pour aider les Centrafricains à trouver la date des élections. Nous avons des personnages de haut niveau quand il s'agit de médiation et de conciliation. Nous avons



« **L'influence de la France sera d'autant plus forte que la langue française est davantage parlée.** »

aussi des experts quand il s'agit du renforcement des capacités en matière électorale.

Allez-vous envoyer des observateurs à l'occasion des scrutins à venir ?

> Nous privilégions les actions en amont pour faire en sorte que les élections soient bien préparées pour ce qui est des listes électorales, des autorités d'organisation et de régulation, des juridictions...

Concernant l'observation électorale, cela demande des bataillons, car il faut aller quasiment dans chaque bureau de vote. Avec les moyens dont elle dispose, l'Union européenne est plus à même d'effectuer ce travail que l'OIF.

Il arrive quand même que les délais soient tellement brefs que les organisations qui n'ont pas notre souplesse ne puissent pas réagir et demandent notre aide. Un jour, Bernard Kouchner, le ministre français des Affaires étrangères, est venu me voir et m'a dit :

« Les élections en Mauritanie sont fixées. Aucune

organisation internationale ne peut y aller. La France va vous donner des moyens pour que vous assuriez l'observation de la consultation. » Nous l'avons fait, et bien fait. Lors des élections de 2005 en Centrafrique, on nous a dit : « La communauté internationale ne peut pas venir, nous demandons à l'OIF de s'en charger. » Non seulement nous avons envoyé nos observateurs, mais nous avons coordonné le travail des autres observateurs, notamment des ONG.

Un pays qui intéresse tous les francophones, c'est la Côte d'Ivoire. Pensez-vous que les élections vont se tenir à la date annoncée du 31 octobre ?

> L'OIF a été longtemps présente sur le terrain. Rappelez-vous : Lansana Kouyaté, ancien Premier ministre de Guinée, y était le représentant de l'OIF. Beaucoup de travail a été accompli par notre organisation. Pour le moment, nous faisons partie des représentants de la communauté internationale réunis autour du président burkinabè Blaise Compaoré, le médiateur de l'Union africaine dans la crise ivoirienne.

Pensez-vous que les Ivoiriens sont prêts à aller à ces élections ?

> J'ai été si souvent démenti par les faits que je ne me hasarderai pas... mais je suis quand même un peu plus optimiste que d'habitude.

La France, plus ou moins volontairement, se désengage de

l'Afrique diplomatiquement et militairement, mais aussi d'un point de vue économique et culturel. Cela a-t-il des conséquences pour la Francophonie ?

> Je ne sens pas ce désengagement. Il y a certes des problèmes budgétaires. Si je pouvais susurrer quelque chose à l'oreille des responsables français, je leur dirais : « Mettez encore davantage d'argent dans l'enseignement du français, en Afrique et ailleurs », parce que la demande de français dans le monde est importante. Les lycées français, les Alliances françaises, les centres culturels français sont très demandés. Tout comme les départements de français dans les universités étrangères, cela en dehors même de l'espace OIF. Dans les pays du Golfe, l'attente est très grande. Vous avez vu qu'Abou Dhabi s'est doté d'une Sorbonne, d'une École normale supérieure, d'un Louvre. Et maintenant, les Émirats arabes unis veulent entrer à l'OIF.

BRUNO LÉVY



OLIVIER LABAN-MATTEL/POOL/REUTERS

Abdou Diouf au palais de l'Élysée, le 20 mars 2010, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie et de la célébration du 40^e anniversaire de l'OIF.

Bien sûr, nous comprenons les difficultés financières de tous les pays du monde. Nous aurions souhaité quand même que dans les arbitrages budgétaires on considère que la solidarité de l'esprit est plus importante que la solidarité purement matérielle.

La magistrature d'influence de la France sera plus forte si la langue française est davantage parlée, si la culture française est davantage véhiculée.

Bernard Kouchner a écrit dans l'un de ses livres que la francophonie était inutile...

> Il l'a peut-être écrit, mais il ne le dit plus. Il faut toujours savoir ce que parler veut dire. Quelqu'un m'a dit un jour : « Vous savez, la langue, ce n'est pas important ; partout où nous allons, même si nous parlons anglais ou espagnol, nous faisons passer les idées, les valeurs francophones. » Moi, j'aimerais bien que la promotion de nos concepts, de nos idées, des valeurs universelles que nous défendons soit faite en français.

Si la France s'implique moins sur le continent africain, d'autres puissances comme la Chine, le Brésil et l'Inde sont de plus en plus présentes. Qu'est-ce que cela change pour la Francophonie ?

> C'est un plus pour la Francophonie à partir du moment où les Chinois et les Indiens viennent en parlant français ! Quand j'étais président, toute la coopération chinoise au Sénégal parlait français. Même chose du côté des Indiens. Les Allemands, les Italiens venaient chez nous en parlant français. Les Américains aussi. Non seulement ils parlaient français, mais, dans le cas des Volontaires du corps de la paix, ils connaissaient aussi les langues nationales africaines.

D'une façon générale, l'Afrique a besoin de crédits et d'aide au développement. Cette aide, d'où qu'elle vienne, elle doit l'accepter. Il n'y a pas concurrence, mais complémentarité. On a besoin de l'aide de l'Europe, on a besoin de celle de la France, des États-Unis, de la Chine, de l'Inde. On a besoin de l'aide de tout le monde.

Et d'investissements...

> On a besoin d'investissements, et on va se développer. L'essentiel, c'est de ne pas perdre notre âme. Il ne faut pas qu'au prétexte de la rapidité, de l'efficacité, on torde le cou à certaines procédures qui

sont des garanties de transparence dans les marchés publics. Sinon, la corruption se développe.

La bonne gouvernance fait partie des thèmes qui sont débattus lors des sommets de l'OIF.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les chefs d'État se sentent mis en observation ?

> Oui, bien sûr. Même si, souvent, le problème n'est pas celui des chefs d'État. Eux veillent à contrôler, à suivre, à inspecter. Comme on dit, la confiance n'exclut pas le contrôle.

Que se passe-t-il si des choses vous choquent ? Vous faites des rappels à l'ordre ?

> Mais oui, et ce, qu'il s'agisse de bonne gouvernance, de paix, de démocratie ou des droits de l'homme. Il m'est arrivé de prendre mon téléphone et d'appeler pour dire : « Attention, cher ami, il y a telle chose qui se passe chez vous. » Souvent, les chefs d'État ne sont pas informés. Il y a des moyens de les alerter. Mais nous ne pouvons pas jouer le rôle d'inspecteur général de l'État.

Quelques grands rendez-vous internationaux à venir vous intéressent probablement au plus haut point, notamment le G20 à Séoul, en novembre. Vous avez tenu des propos sévères à son égard. Qu'attendez-vous de cette rencontre ?



« Nous ne disons pas que le G20 ne doit pas exister. Seulement, il doit s'occuper aussi du "G170". »

> Nous ne disons pas que le G20 ne doit pas exister. Nous voyons bien que l'ONU a ses limites. Par rapport au G8, le G20, c'est déjà un progrès puisque l'on s'ouvre aux pays émergents. Seulement, le G20 doit s'occuper aussi du « G170 ». Il faut que ce club fermé sache qu'il est comptable de tout l'univers, de tous les problèmes, surtout ceux des pays les plus défavorisés.

Autre sommet à venir, celui sur le climat.

Pourquoi est-il si important pour l'OIF ?

Parce que la question concerne directement beaucoup de pays francophones ?

> Là aussi, il faut faire un peu d'histoire. C'est en 1987, au sommet de Québec, que l'idée a été lancée de créer un institut pour l'énergie et l'environnement. Cet organe subsidiaire de l'OIF, basé à Québec, fait un travail fantastique. Dans les réu-

nions internationales, les grands pays disposent d'équipes d'experts. Les petits pays n'ont rien de cela. L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie les aide à former des experts ou à renforcer leurs capacités et a élaboré un guide des négociations dans le domaine de l'environnement. Nous avons par ailleurs un portail Internet, MédiaTerre (www.mediaterre.org), qui enregistre une consultation annuelle de plus de deux millions et demi de pages. C'est le réseau francophone le plus important en matière d'environnement. Nous avons donc une expertise très forte dans ce domaine.

Avant le sommet de Copenhague, comme je vous l'ai dit, nous avons réuni tous les ministres francophones. Nous avons déjà fait la même chose avant Potsdam, et nous le ferons encore avant Cancún. Nous ferons la même chose pour la conférence de Nagoya sur la biodiversité, en octobre prochain. Nous sommes toujours présents dans ces rencontres. Et ce n'est pas d'aujourd'hui : en 1992, lors du premier sommet de la planète Terre, à Rio, auquel je participais en tant que chef d'État, la Francophonie était déjà présente.

Les pays francophones du Sahel sont actuellement frappés de plein fouet par les problèmes climatiques.

> Avec les conséquences que l'on sait : crise alimentaire, famine... Et pourtant, Dieu sait que nous tirons la sonnette d'alarme depuis de longues d'années. C'est à la suite des grandes sé-

cheresses des années 1970 qu'a été créé le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (Cilss). À l'époque, alors que j'étais président du Cilss, j'avais même demandé qu'il puisse y avoir dans les écoles primaires des cours sur les problèmes d'environnement. Nous avons déjà compris que nous aurions à gérer ces questions d'écologie, d'environnement, de développement durable. Elles touchaient alors les pays pauvres du Sahel. Elles sont devenues planétaires. Tout le monde se sent aujourd'hui concerné par les questions climatiques.

Vous avez dirigé le Sénégal pendant trente ans, dont vingt ans comme président et dix comme Premier ministre. Quel est votre principal sujet de fierté ?

> En toute modestie, il y en a beaucoup... mais je suis surtout fier d'avoir instauré, avant les fameuses

conférences nationales des années 1990, et cela dès mon accession à la magistrature suprême, le pluralisme intégral. Et d'avoir favorisé, sur la lancée, la liberté de la presse, qui est foisonnante aujourd'hui.

Quel est votre principal regret ? La chose que vous n'avez pas pu faire comme vous le souhaitiez ?

> Il y a deux choses. D'abord, j'ai voulu, avec peut-être trop de volontarisme, lutter contre la corruption en mettant en place un tribunal de lutte contre l'enrichissement illicite. Je n'ai pas été soutenu. Ni par la classe politique, ni par le magistrat que j'avais mis à la tête de l'institution, ni par les policiers qui devaient faire les enquêtes. On prenait des lampistes. Finalement, le projet est tombé à l'eau. Dans la Bible, il y a un moment où Dieu dit : « Ce peuple m'honore du bout des lèvres. » Dans l'affaire que j'évoque, tout le monde m'a suivi sur la pointe des pieds...

J'imagine que votre seconde déception est relative à la crise indépendantiste



en Casamance, la région sud du Sénégal.

> En effet. J'étais tellement attaché à cette région... Je venais à peine d'être nommé ministre du Plan, en 1968, lorsque l'ambassadeur du Danemark m'a contacté pour me dire : « J'ai tant de millions de couronnes danoises pour votre pays. » Ma première décision a été de créer un village de vacances en Casamance. C'est comme cela qu'est né Cap Skirring.

Par la suite, pendant les dix ans où j'ai occupé les fonctions de Premier ministre, j'étais toujours en Casamance. Un jour, au retour de l'une de mes innombrables visites sur le terrain, un journaliste m'a dit : « Monsieur le Premier ministre, j'ai l'impression que le Sénégal est divisé en deux parties, une partie nord gouvernée par le président Senghor et une partie sud, la Casamance, gouvernée par Abdou Diouf. »

La ville de Ziguinchor était coupée en deux par le fleuve Casamance. Pour passer d'une rive à l'autre, il fallait emprunter un bac. Je me suis battu pour avoir un pont. C'était mon devoir, assurément. Mais de voir émerger, quand je suis devenu président,

ce mouvement indépendantiste poussé par ce prêtre que je n'ose pas qualifier, cela m'a beaucoup déçu. Les gens ont eu l'impression que c'était une province délaissée qui se révoltait, alors que c'était la province la plus choyée. Dans ma propre région natale, Louga, je n'ai pas fait le dixième de ce que j'ai fait pour la Casamance.

Comment analysez-vous cet échec ?

> Une fois que l'on a mis le doigt dans l'engrenage de la violence... Parce qu'il n'y avait pas de revendication sérieuse. Cela devient du banditisme.

Dans quel domaine le Sénégal que vous avez quitté il y a dix ans a-t-il connu les évolutions les plus significatives ?

> Je ne porte pas de jugement sur l'action de mon successeur. En tout cas, le Sénégal est toujours une référence démocratique.

« **Je suis fier d'avoir instauré le pluralisme intégral dès mon accession à la tête du Sénégal.** »

Vous devez quand même suivre de près la vie politique sénégalaise...

> Non, pas vraiment. J'ai tellement de choses à faire ici. Diriger la Francophonie dans une période où, partout, les gens parlent de recul, de déclin du français, cela n'est pas une mince affaire. Mais les sujets de satisfaction ne manquent pas non plus. En 2006, je suis allé au Vanuatu, un des onze pays membres à la fois de la Francophonie et du Commonwealth. Là-bas, à l'autre bout du monde, on m'a demandé d'inaugurer un boulevard Léopold-Sédar-Senghor. Cela a été un moment fantastique. ■



LA LANGUE FRANÇAISE EN CHIFFRES

Le français est la 9^e langue la plus parlée au monde.

On compte 200 millions de francophones dans le monde, dont 70 millions de locuteurs partiels. La moitié de ces francophones vivent sur le continent africain.

Le français est la langue officielle, seule ou avec d'autres langues, de 32 États. Il est la 3^e langue sur Internet (5 % des pages), derrière l'anglais (45 %) et l'allemand (7 %).

On dénombre 900 000 professeurs de français dans le monde.